

« Les gens ont plus le sentiment que leur vote servira moins. »

Gérard DEPREZ

21 députés belges seront élus pour siéger au Parlement européen.

Le Parlement européen : pourquoi ce manque d'intérêt ?

Les élections qui étouffent l'Europe

Avant de lire

Plus de 400 millions d'électeurs sont appelés aux urnes, du 23 au 26 mai, afin d'élire un nouveau Parlement européen. En Belgique, le scrutin européen souffre de la « concurrence » des élections régionale et fédérale. Peu d'intérêt médiatique et des candidats qui, pour certains, semblent être casés par leur parti en guise de cadeau ou à défaut d'autre chose. Pourtant les enjeux européens sont capitaux pour les citoyens européens.

Le débat européen est étouffé par les scrutins

régional et fédéral. Quant aux candidats, on

ne sait s'ils sont des Européens convaincus

ou si on leur offre une belle fin de carrière.

● Emmanuel HUET

Petit rappel : oui, dimanche, on vote aussi pour élire les représentants belges au Parlement européen. Avec ce dimanche à triple scrutin, celui qui concerne l'Europe et ses enjeux semble passer au troisième plan. Peu de débats qui occupent la scène médiatique et des candidats qu'on semble envoyer au cimetière des éléphants... Pourtant, ces élections européennes sont capitales pour les citoyens. « *Le travail que fait le parlement européen est très important, insiste Quentin Michel, professeur à l'université de Liège. Sur le fond, c'est un des principaux législateurs. Celui qui est intéressé par le travail législatif aura beaucoup plus d'impact qu'au niveau national.* »

« Visibilité assez faible »

Quel est donc le profil des parlementaires qui rejoignent Strasbourg et Bruxelles ? Des candidats que le parti ne sait pas caser sur une liste régionale ou fédérale ? Un ancien à qui on a envie de faire un – plantureux – cadeau avant de tirer sa révérence ? « *Sa visibilité externe sera assez faible. Même si chaque parlementaire européen essaye de faire parler de lui, cela rapporte assez peu...* »

On l'a compris, avec les scrutins régional et fédéral, l'Europe peine à s'imposer dans la campagne électorale belge. « *C'est une erreur car on ne parle pas du projet européen.* »

Mais, dans d'autres États, comme la France ou le Royaume-Uni, le scrutin européen est finalement oc-

culté par des enjeux nationaux. Ces élections, c'est un test pour le gouvernement en place. « *Les élections européennes sont considérées comme un vote sanction.* »

« En fin de carrière »

Et au final, qui représentera les électeurs belges au parlement européen ? « *C'est rarement l'endroit où une carrière se fait. Regardez qui on y envoie, ce sont des gens en fin de carrière.* » C'est vrai si on pense à Louis Michel (« qui est allé s'enterrer à l'Europe »). Cela l'est moins pour des Tarabella, Ries, Lamberts... « *S'ils décidaient de se présenter au parlement wallon, ce n'est pas sûr qu'ils passeraient* », analyse le professeur. « *Mais c'est vrai qu'il y a des gens qui se maintiennent au parlement européen.* »

Et quand un candidat

comme Paul Magnette se positionne ouvertement comme attrape voix en tête de liste PS, le message européen peut difficilement séduire les électeurs. « Pour Verhofstadt, cela peut être vu comme un tremplin vers quelque chose de plus costaud. Il y a aussi des Européens convaincus. Tout leur travail est accessible sur internet. Mais, visiblement, ça ne percole pas. Le problème, c'est d'arriver à espacer les enjeux nationaux pour donner de la visibilité aux enjeux européens. » ■

« Le problème, c'est d'arriver à espacer les enjeux nationaux pour donner de la visibilité aux enjeux européens. »

Deprez : les partis sont responsables

Trente années en tant que député européen, Gérard Deprez aura donc utilisé quelques fonds de culotte sur les sièges moelleux du parlement européen. Le désintérêt pour les affaires européennes ? « Je l'ai vécu à chacune des élections. C'est un peu normal, les gens sont d'abord préoccupés par les choses proches d'eux. Et par le niveau de pouvoir qui a un impact direct sur eux ». Et de citer des exemples comme la quotité d'exonération d'impôts, le décret inscription... « On peut ainsi prendre les compétences communautaires et fédérales une à une. »

Pourtant, il s'agit plus d'une perception que d'une réalité. L'Europe a une influence directe sur la vie des citoyens « mais seulement quand les directives sont converties dans les lois nationales. Si les lois européennes s'appliquaient directement, cela aurait plus d'impact ».

Autre élément qui ne favorise pas un engouement pour l'Europe : « Il y a plus de candidats 'poids lourds' aux fédérales qu'aux européennes. Et donc, d'une certaine manière, les gens ont plus le sentiment que leur vote servira moins. » Gérard Deprez estime que les partis portent une responsabilité dans ce désintérêt. « Ils ne s'intéressent aux affaires européennes que lorsqu'il y a les élections ».

Le Parlement, le « moulin à politique » des politiciens ? Non, assure Deprez, exemples à l'appui. « Jean-Luc Dehaene, Wilfried Maertens, Guy Verhofstadt ont occupé les plus hautes fonctions en Belgique. Et les trois ont terminé leur carrière au parlement. Wilfried Maertens a été chef de groupe PPE. Verhofstadt est la vedette incontestée du courant libéral en Europe. » ■ **E. H.**